



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES PRODUITS

GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS

Vingt-deuxième session

Asunción (Paraguay), 6-8 mai 2009

Suite donnée aux Directives pour une collaboration internationale dans
le secteur de l'élevage et de la viande

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1
II. ÉVOLUTION DES POLITIQUES DE L'ÉLEVAGE ET DE LA VIANDE	2 - 23
A. POLITIQUES DE SOUTIEN DES MARCHÉS ET DE LA PRODUCTION	4 - 14
B. POLITIQUES INTÉRIEURES DE COMMERCIALISATION ET DE CONSOMMATION INTÉRIEURES	15 - 17
C. POLITIQUES COMMERCIALES INTERNATIONALES	18 - 23

III. ÉVOLUTION DES POLITIQUES LAITIÈRES	24 - 53
A. POLITIQUES DE PRODUCTION	27 - 33
B. SOUTIEN DU MARCHÉ	34 - 38
C. POLITIQUES DE CONSOMMATION ET DE COMMERCIALISATION	39 - 42
D. POLITIQUES COMMERCIALES INTERNATIONALES	43 - 53
IV. RÉSUMÉ ET RECOMMANDATIONS (VIANDE SEULEMENT)	54 - 58

I. INTRODUCTION

1. Le présent document donne un bref aperçu des principaux changements survenus dans les politiques publiques de l'élevage et de la viande depuis la précédente session du Groupe intergouvernemental en 2006 et évalue les progrès réalisés dans l'application des Directives de la FAO pour une collaboration internationale dans le secteur de l'élevage et de la viande, adoptées en 1976 et révisées en 1996. Ces directives ne s'appliquent pas formellement au secteur laitier, mais en réponse aux demandes formulées par le Groupe à ses précédentes sessions, un rapport sur l'évolution des politiques laitières est aussi inclus.

II. ÉVOLUTION DES POLITIQUES DE L'ÉLEVAGE ET DE LA VIANDE

2. Depuis la dernière session du Groupe, autrement dit entre fin 2006 et début 2009, les poussées de maladies animales et leur enrayement ont continué d'avoir une incidence majeure sur les marchés nationaux et internationaux de la viande, ainsi que sur les politiques mises en oeuvre par les États membres. Toutefois, la prévalence de ces maladies a été moins élevée qu'au cours de la décennie précédente. L'environnement de la filière de la viande a été caractérisé par une forte variabilité économique qui s'explique principalement par l'augmentation significative des prix des intrants, la plus importante des 50 dernières années, et ensuite par la crise financière de 2008 et la récession que connaît actuellement l'économie mondiale. La hausse des prix des produits carnés a été toutefois moins spectaculaire que celle des autres prix agricoles. La pression sur les prix a été allégée par l'augmentation de l'abattage d'animaux prélevés sur les stocks pour faire face au renchérissement des coûts de production. Par ailleurs, la pression sur la demande a été atténuée par une élasticité-prix de la demande relativement forte. L'indice FAO des cours internationaux de la viande a augmenté de 18 pour cent seulement en 2007 par rapport à 2006, il a atteint un pic en août 2008, avant d'amorcer un mouvement continu de repli à l'instar des autres prix agricoles, sous l'effet de la récession mondiale.

3. Durant cette période, les principaux changements observés dans les politiques publiques ont concerné les mesures liées au commerce. Ces mesures, liées pour la plupart à l'apparition et à la résurgence de diverses maladies animales, ont pris la forme d'interdictions des importations en provenance des pays et/ou régions affectés ou de levée des restrictions lorsque l'épizootie a été enrayée.

A. POLITIQUES DE SOUTIEN DES MARCHÉS ET DE LA PRODUCTION

4. La hausse des revenus dans les pays en développement a entraîné un changement des habitudes alimentaires et une augmentation de la consommation de viande, et les gouvernements ont continué d'appuyer le développement du secteur pour permettre à la production de répondre à la demande. Ces politiques de soutien ont également été influencées, durant la période à l'étude par les pertes enregistrées par les producteurs du fait des épizooties ainsi que par la contraction des marges bénéficiaires due à la hausse significative des prix des aliments pour bétail et autres coûts de production.

5. L'**Argentine** a adopté une législation visant à soutenir la production de viande bovine à travers une réorganisation de la filière et des mesures d'encouragement à la production comme l'harmonisation des normes sanitaires pour les conditionneurs de viande, la mise en place d'incitations pour favoriser l'augmentation du poids des carcasses ainsi que la modernisation des installations de production et de commercialisation. Dans le cadre du programme *Moderagrao*, le gouvernement **brésilien** a accordé aux éleveurs, sous la forme de taux d'intérêt subventionnés, une aide de 490 millions d'USD destinée à financer la production de semences fourragères améliorées, la recherche génétique, la lutte contre l'érosion des sols, etc. En **Inde**, le gouvernement a dégagé une enveloppe financière de 2,04 milliards d'USD d'aide au secteur

agricole dans le cadre du onzième plan quinquennal (2007-2012): les crédits affectés au secteur de l'élevage ont pour objectif une croissance de dix pour cent dans les secteurs de la viande et de la volaille, respectivement. Le plan prévoit également un régime de subventions pour la modernisation des abattoirs. La **Turquie** a continué de subventionner la production animale durant cette période.

6. En **Chine**, le gouvernement a accordé une subvention de 495 RMB par génisse de race pure, issue de lignées répertoriées, afin d'encourager la production de viande bovine de meilleure qualité, ainsi qu'une subvention de 50 RMB par truie reproductrice pour les éleveurs de porcs. Le gouvernement de la **République de Corée** verse une prime de 100 000 à 200 000 won par tête de bétail aux éleveurs d'animaux de race Hanwoo de première qualité et de bétail laitier, et de 10 000 won par animal aux producteurs de porc de haute qualité. Le gouvernement du **Venezuela** a étendu sa politique de soutien financier au secteur de la volaille à partir de 2007.

7. Les mesures prises dans de nombreux pays visaient notamment à faire face à l'envolée des prix des ingrédients pour l'alimentation animale et des carburants. En **Argentine**, par exemple, le gouvernement a introduit en 2007 un dispositif d'aide aux parcs d'engraissement destiné à encourager la production intérieure: au titre de ce programme, les producteurs enregistrés reçoivent approximativement 0,80 USD par jour et par tête de bétail à l'engraissement. Ce programme a pour but de compenser l'augmentation des prix des céréales et des aliments du bétail. Toutefois, seuls les animaux destinés à la consommation intérieure bénéficient de cette aide.

8. Le gouvernement de la **République de Corée** a mis en place un programme de prêts à taux subventionnés pour aider les éleveurs à faire face à la hausse des coûts d'engraissement: ce programme d'un montant de 1,5 billion de won avait pour but de permettre aux éleveurs de s'approvisionner en aliments du bétail jusqu'à la fin 2008, en payant uniquement un tiers des intérêts.

9. Le gouvernement **chinois** a adopté en 2008 une nouvelle loi qui exonère les entreprises d'élevage de bovins et de volailles, ou de première transformation, du paiement de l'impôt sur les sociétés de 25 pour cent, pour les aider à faire face à l'érosion de leurs bénéfices.

10. Les changements apportés au Programme de paiements anticipés du **Canada** ont permis aux producteurs canadiens de bénéficier d'avances remboursables pouvant atteindre 400 000 CAD (avances exemptes d'intérêts jusqu'à 100 000 CAD), pour les aider à faire face à leurs problèmes de trésorerie, en leur permettant de stocker leur production et d'attendre pour l'écouler que les conditions du marché s'améliorent.

11. Les mesures de lutte contre les maladies animales ont été maintenues. Bien que les flambées infectieuses observées durant la période à l'étude n'aient pas eu d'effets aussi dévastateurs sur le plan économique que les épidémies d'encéphalopathie bovine spongiforme et de grippe aviaire enregistrées au cours des périodes antérieures, de nombreux pays ont signalé l'apparition de cas isolés de différentes maladies. La fièvre catarrhale ovine est apparue en Belgique et aux Pays-Bas, avant de s'étendre à l'ensemble des pays européens (notamment au Danemark, au Royaume-Uni, à l'Italie, à l'Autriche et à la Suède) en 2008. Dans certains cas, les taux constatés de mortalité et de réduction des naissances/de la fertilité des bovins et des ovins imputables à l'infection ont atteint 15 à 20 pour cent et 50 pour cent respectivement. En ce qui concerne la grippe aviaire, de nombreux pays¹ ont fait état de cas de grippe aviaire, mais les mesures mises en place après les précédentes flambées infectieuses ont permis d'amortir les effets

¹ Plus de 50 pays ont fait état de cas de grippe aviaire chez des volailles et des oiseaux sauvages en 2007 et 2008.

économiques de la maladie, même si la découverte d'un cas unique a parfois suffi à retentir sur les exportations et les importations.²

12. En novembre 2007, la **Commission européenne** a annoncé l'approbation d'une enveloppe de 186,57 millions d'euros pour éradiquer, endiguer et surveiller les maladies animales en 2008.

13. Le gouvernement de la **Hongrie** a approuvé un programme de soutien au secteur porcin qui inclut le versement de 1 800 HUF par tête au titre de l'encouragement du bien-être animal en 2007, pour couvrir les dépenses vétérinaires et les coûts d'incinération des cadavres d'animaux; il a également introduit une aide au « stockage privé » du porc en chambre réfrigérée pour une durée de 3, 4 ou 5 mois, d'un montant de 20 à 25 HUF par kilogramme selon les morceaux. En **Chine**, une nouvelle loi sur la quarantaine animale est entrée en vigueur en janvier 2008: ce texte prévoit le dédommagement par les pouvoirs publics de toute perte liée à la vaccination obligatoire, à l'abattage et à la destruction d'animaux ou de produits carnés dans le cadre de la lutte contre des maladies animales. Aux **États-Unis**, la loi-cadre agricole (Farm Bill 2008) inclut aussi des dispositions visant les maladies animales et étend le régime des subventions aux maladies et ravageurs du bétail (Voir encadré).

14. D'autres types de mesures ont également été adoptées: c'est le cas par exemple de la **République de Corée** dont le gouvernement a inscrit au budget un montant total de 34,6 milliards de won en 2007 au titre de l'aide aux éleveurs désireux d'assurer leur cheptel. Le gouvernement a aussi relevé le prix d'objectif du veau de 1,55 à 1,65 million de won par tête lorsque les cours du veau ont commencé à chuter en 2008, avec des paiements aux éleveurs pouvant atteindre 300 000 won par tête de bétail. De son côté, le gouvernement de la **Chine** a versé aux producteurs de porc une aide équivalente à plus de 75 pour cent du prix de l'assurance, 60 RMB, par truie reproductrice.

B. POLITIQUES INTÉRIEURES DE COMMERCIALISATION ET DE CONSOMMATION INTÉRIEURES

15. En règle générale, les interventions publiques sur les marchés de la viande ont pour objet d'améliorer la santé animale, la sécurité sanitaire, la qualité des produits et la traçabilité des animaux ainsi que d'élaborer des politiques visant le bien-être animal, et non pas d'encadrer les prix de la viande. Toutefois, le **Venezuela** a modifié sa politique de contrôle des prix début 2007 (voir FAO, Document CCP:ME 06/4, p. 2), en relevant le prix de divers produits volaillers. Autre exemple, la **Chine** où les prix de la viande ont plafonné en février 2008 à la suite des problèmes de transport et de distribution entraînés par les intempéries, afin de contenir les prix à la consommation.

16. En 2007, il est à noter que d'importantes mesures ont été adoptées en matière de santé des consommateurs et de sécurité sanitaire. Depuis janvier 2007, en **République de Corée**, les abattoirs de volailles dont la capacité journalière excède 80 000 volailles sont dans l'obligation de conditionner et préemballer tous les produits destinés à la vente au détail; la mesure sera ultérieurement étendue à tous les abattoirs ainsi qu'aux importations. Le gouvernement a également introduit une nouvelle réglementation plus stricte pour la certification du porc élevé sans antibiotiques.

17. À **Hong Kong, Province de Chine**, l'étiquetage nutritionnel obligatoire pour tous les produits alimentaires préemballés prendra effet en juillet 2010 et devra mentionner la valeur énergétique ainsi que sept composants, à savoir protéines, hydrates de carbone, graisses, acides gras saturés, acides gras insaturés trans, sodium et glucides. De plus, comme la réglementation en

² Parmi les autres maladies animales signalées par divers pays: la fièvre aphteuse en Égypte, en Turquie, au Royaume-Uni; le syndrome dysgénésique et respiratoire du porc en Chine; la peste porcine classique en Bulgarie, en Roumanie et en Slovaquie; l'encéphalopathie spongiforme bovine au Canada.

matière d'étiquetage est unique, toutes les denrées alimentaires importées qui s'accompagnent d'informations nutritionnelles de toutes sources seront soumises à un réétiquetage pour le marché de Hong Kong. Suite à un amendement à la réglementation sur les conservateurs, la teneur maximale autorisée en nitrite de sodium dans les viandes transformées sera abaissée de 200 ppm à 125 ppm. Le gouvernement de la **République de Corée** a commencé à introduire un système d'étiquetage obligatoire pour la viande de porc destinée à la vente au détail en 2008. En **Nouvelle-Zélande**, la mise en place d'un système national d'identification et de marquage des animaux a débuté en 2008 et ce dispositif devrait être pleinement opérationnel d'ici la mi-2011.

C. POLITIQUES COMMERCIALES INTERNATIONALES

Mesures à l'importation

18. Toutes les mesures à l'importation adoptées durant la période considérée n'ont pas nécessairement pris la forme de restrictions à l'importation, consécutives à des poussées de maladies animales. En décembre 2008, le **Japon** a prolongé d'un an la méthode de calcul actuelle du volume de déclenchement de la sauvegarde pour le bœuf, selon laquelle des droits additionnels sont imposés uniquement lorsque le volume des importations de bœuf excède 117 pour cent de leur niveau moyen en 2002 et 2003, ou 117 pour cent des importations de l'année précédente, selon le volume le plus élevé. Si la sauvegarde est déclenchée, les droits d'importation passent de 35,5 pour cent à 50 pour cent. Début 2007, les droits sur les importations de bœuf hors quotas de la **Fédération de Russie** ont été ramenés à 30 pour cent – soit une baisse de 40 pour cent par rapport à l'année précédente. Les droits d'importation hors contingents des produits volaillers sont restés inchangés par rapport à leur niveau de 2006, à 60 pour cent. Début 2008, les droits hors contingents de certains produits ont été changés: ils sont passés de 55 à 60 pour cent pour toutes les catégories de viande de porc, et de 50 à 60 pour cent pour toutes les catégories de volailles. Début 2007, le gouvernement de l'**Ukraine** a imposé des restrictions à l'importation de volailles, dont le volume excédait le seuil de 8 000 à 10 000 tonnes par mois habituellement appliqué.

19. Des restrictions à l'importation ont également été levées durant cette même période. En août 2007, le gouvernement d'**Indonésie** a levé l'interdiction sur les importations de carcasses entières de volailles et de viande désossée mécaniquement. Le nouveau règlement marque un changement dans la politique indonésienne qui autorise uniquement les importations de volailles « sûres, saines, entières et halal » (ASUH = Aman, Sehat, Utuh, et Halal). La **Chine** a réduit les droits d'importation sur la viande de porc congelée de 12 à 6 pour cent pour la période du 1^{er} juin au 31 décembre 2008, afin de faire baisser les prix intérieurs. En outre, les restrictions à l'importation en Chine de viande de bœuf en provenance de la Nouvelle-Zélande, dont les droits sont actuellement de 12 à 15 pour cent, doivent être progressivement éliminées d'ici 2016 du fait du traité de libre-échange conclu entre les deux pays. La **Fédération de Russie** a levé l'interdiction qui pesait sur les importations de produits carnés polonais en janvier 2008. De plus, le gouvernement a également pris des mesures pour améliorer le fonctionnement des marchés en introduisant une période de référence de trois ans (2005-2007) pour le calcul des contingents d'importation de viande et de volaille en 2009. L'année 2008 a été exclue de cette période de référence pour ne pas inciter les importateurs à se précipiter et à acheter de grandes quantités dans le but de s'assurer une part plus importante des quotas alloués l'année suivante.

20. D'importantes mesures ont été mises en place pour des raisons de santé humaine et animale. En 2008, l'**Union européenne** a renforcé ses exigences en matière de traçabilité vis-à-vis des importations de bœuf brésilien, en réduisant le nombre d'élevages éligibles de plusieurs milliers à quelques centaines à peine. En 2007, la **Nouvelle-Zélande** a actualisé ses exigences en matière de sécurité sanitaire pour les importations de viande de bœuf et de produits dérivés, à la lumière des nouvelles données scientifiques et pratiques recueillies sur l'encéphalopathie spongiforme bovine. Dans le même esprit, mais à propos des ingrédients de l'alimentation animale, le gouvernement du **Mexique** a révisé sa législation sur la santé animale en 2007, pour

imposer à tous les produits destinés à la consommation animale, à l'exception des céréales, un certificat de libre vente ou CLV à leur entrée au Mexique.

21. Des interdictions d'importation liées à des épizooties ont été déclarées: en **Égypte**, pour les animaux vivants en provenance de la plupart des pays européens en raison de l'épidémie de fièvre catarrhale ovine; à **Hong Kong Province de Chine**, pour les volailles en provenance de la province de Shanwia en Chine; en **Inde**, pour des animaux et produits d'élevage spécifiques provenant de pays ayant signalé des foyers de grippe aviaire hautement comme faiblement pathogène.

Mesures à l'exportation

22. Les mesures à l'exportation visant les produits carnés sont restées rares. Cependant, l'**Inde** a interdit l'exportation de viande ovine ou caprine (fraîche, réfrigérée ou congelée) en février 2007. L'**Uruguay** a réduit les détaxes à l'exportation pour la viande fraîche de bœuf désossé de 5,5 à 2,5 pour cent en 2007, et en **Argentine**, les contrôles sur les exportations de bœuf ont été augmentés au cours du premier semestre 2008 pour garantir les approvisionnements intérieurs à un prix inférieur aux cours mondiaux, avec l'introduction d'un nouveau système qui impose aux usines de conditionnement de viande de bœuf de maintenir des stocks à hauteur de 75 pour cent au moins de leur capacité d'entreposage avant d'être autorisées à exporter l'excédent, toutes les exportations devant être enregistrées et le gouvernement se réservant le droit de refuser ou de reporter des exportations en fonction des prix intérieurs et de la situation de l'offre.

23. Dans certains pays, la hausse des prix n'a pas empêché le maintien ou l'extension des aides à l'exportation. En novembre 2007, la **Commission européenne** a rétabli les restitutions à l'exportation pour la viande de porc crue pour tenter de lutter contre le fléchissement des exportations de porc, dû à l'évolution défavorable du taux de change EUR/USD. L'aide à l'exportation d'un montant de 31,10 euros pour 100 kg de carcasses et de coupes de porc représentait pratiquement 25 pour cent du prix de marché CE moyen, environ 130 euros pour 100 kg de carcasse. La décision d'introduire cette aide à l'exportation est intervenue juste après la suppression avant terme du système d'aide au stockage privé destiné à réduire temporairement les quantités livrées sur le marché de l'Union européenne.

Le Farm Bill 2008, loi-cadre agricole des États-Unis

Produits d'élevage

La nouvelle loi agricole rend obligatoire l'étiquetage selon le pays d'origine (Programme COOL - Country-of-Origin Labelling) et élargit la liste des indications à mentionner. Outre les coupes de viande fraîche de boeuf, d'agneau et de porc ainsi que la viande hachée de boeuf, d'agneau et de porc, sont aussi concernés désormais le poulet (entier et découpé) et la viande de chèvre. La législation précédente prévoyait l'étiquetage obligatoire des viandes provenant d'animaux nés, élevés et abattus aux États-Unis, mais la nouvelle loi étend l'étiquetage aux viandes d'animaux nés, élevés et abattus et à la viande hachée de toute provenance géographique. Les industriels du secteur et les organismes de régulation reçoivent des subventions à hauteur de 100 pour cent des coûts éligibles pour la mise en œuvre de mesures de détection, de lutte ou d'éradication des ravageurs et maladies du bétail destinées à enrayer les maladies faiblement pathogènes et des sanctions financières sont prévues pour toute infraction à la Loi sur la protection de la santé animale. Les autres dispositions contenues dans la loi intéressent principalement les acteurs nationaux de la filière et concernent notamment l'inspection sanitaire de la viande et de la volaille, les contrats visant le porc et la volaille, les programmes d'éradication des maladies animales, les mesures de renforcement de la sécurité sanitaire qui s'appliquent aux entreprises nationales, etc.

Produits laitiers

En ce qui concerne les trois grands programmes laitiers, le Federal Milk Marketing Order Programme, qui détermine la classification et les prix minimums en fonction des produits à base de lait, n'introduit pas de changement sur le fond aux 11 Milk Marketing Orders (MMO) existants mais fixe désormais les modalités d'introduction de règles additionnelles pour définir et réviser les orientations et le calendrier à respecter pour amender un MMO comme pour évaluer le dispositif au cours des deux prochaines années.

Le Programme de soutien des prix est également maintenu selon les mêmes modalités pratiquement, avec des ajustements mineurs: le fromage cheddar, le beurre et le lait en poudre écrémé restent les principaux produits à travers lesquels s'opère le soutien des prix du lait. La nouvelle loi dispose désormais que les ajustements de prix sont possibles pour gérer les stocks détenus par la Commodity Credit Corporation (CCC), ainsi les quantités autorisées et la durée de ces ajustements. Elle autorise également la CCC à revendre les produits achetés à la filière aux prix du marché à condition que ces derniers ne soient pas inférieurs à 110 pour cent du prix minimum.

Le programme de soutien au producteur Milk Income Loss Contract Payments (MILC) destiné à pallier les pertes de marché est maintenu jusqu'à septembre 2012, pour trois périodes différentes: 34 pour cent de l'écart entre un prix fixé (ajusté) et le prix du lait de Classe I du Boston Milk Marketing Order jusqu'à septembre 2008, puis 45 pour cent de cette différence jusqu'à août 2012 pour revenir ensuite à 34 pour cent. Il prévoit également un plafonnement spécifique du lait mis en marché pour les trois périodes susmentionnées.

Le Dairy Indemnity Programme, le Dairy Export Incentive Programme, le National Dairy Promotion and Research Programme et le National Fluid Milk Processor Promotion Programme ont été maintenus ou étendus. De plus, les producteurs de lait et les associations coopératives de producteurs peuvent désormais, sur une base volontaire, passer des contrats à terme avec les transformateurs laitiers.

Sources: <http://www.ers.usda.gov/FarmBill/2008/Titles/TitleIcommodities.htm> et <http://www.ers.usda.gov/FarmBill/2008/Titles/TitleXILivestock.htm>

III. ÉVOLUTION DES POLITIQUES LAITIÈRES

24. Depuis la dernière session du Groupe intergouvernemental, le secteur laitier a été principalement affecté par l'extrême volatilité des prix. Les prix du lait sur les marchés internationaux et nombre de marchés intérieurs ont atteint des niveaux historiques en 2007, avant de plonger à nouveau fin 2008. L'indice FAO des prix des produits laitiers a atteint le niveau record de 302 (1998-2000 = 100) en novembre 2007, soit une hausse de 100 pour cent par rapport aux niveaux communiqués à la dernière session du Groupe, fin 2006. Après ce pic, les prix ont rapidement chuté au cours du deuxième semestre 2008, et l'indice est retombé à 129 en janvier 2009. L'envolée des prix des produits laitiers a précédé celle de la plupart des produits agricoles, mais les causes étaient très similaires. Les sécheresses successives ou la dégradation des pâturages dans les principaux pays exportateurs (Australie, Nouvelle-Zélande, Argentine), la dépréciation du dollar des États-Unis, la demande forte des principaux pays importateurs et d'importantes réformes de la politique agricole commune de l'Union européenne ont été présentées comme les principaux facteurs à l'origine de cette flambée. Toutefois, des prix aussi élevés, qui ont atteint en équivalents lait (EL) plus de 0,50 USD/litre, pouvaient sembler préfigurer un changement des politiques publiques, caractérisées depuis de nombreuses années par un fort soutien des prix, des quotas de production, des stocks d'intervention et des barrières élevées à l'importation. En outre, les prix élevés enregistrés entre 2006 et la mi-2008 commençaient à stimuler le développement de la production et la substitution des importations dans de nombreux pays en développement. Mais le fléchissement rapide et brutal des prix des produits laitiers a provoqué un mouvement de repli sur des positions largement protectrices. C'est ainsi, par exemple, que les prix ayant chuté au-dessous des niveaux d'intervention de l'Union européenne, le début de l'année 2009 a été marqué par la reprise des aides à l'exportation et d'une forte concurrence au niveau du commerce mondial, dans le contexte d'une faible demande internationale.

25. L'envolée des prix des produits laitiers et l'effondrement qui a suivi expliquent la plupart des changements de politique observés durant la période visée. Dans un premier temps, les politiques nationales ont eu pour objectif de contenir la hausse des prix, principalement pour réduire leur effet négatif sur les consommateurs, grâce à des mesures telles que le contrôle des prix, le relèvement des taxes et restrictions à l'exportation, et l'abaissement des taxes et droits d'importation. Ces politiques ont pour la plupart été renversées ou assouplies par la suite, pour tenir compte de l'inversion de la tendance.

26. Un facteur majeur de perturbation des marchés laitiers durant la période visée a été la contamination à la mélamine du lait et des produits laitiers en Chine, révélée en septembre 2008. Bien que l'impact commercial de cette contamination ait été largement limité à la Chine, où début novembre, les ventes intérieures de lait liquide et de lait en poudre avaient retrouvé à peine 80 pour cent de leur niveau antérieur, plus de 70 pays, notamment les pays représentant plus de 90 pour cent des exportations chinoises³, ont interdit l'importation de ces produits ou imposé des restrictions à l'importation qui ont restreint encore davantage les débouchés des produits laitiers chinois. Cette contamination a fait naître des interrogations majeures, notamment sur le risque que des niveaux de prix élevés encouragent des pratiques comme le coupage du lait avec de l'eau. Elle a également suscité des inquiétudes quant à la rapide croissance du secteur et à la capacité des systèmes d'inspection à exercer une surveillance appropriée face à une telle croissance.

A. POLITIQUES DE PRODUCTION

27. Compte tenu des niveaux historiques des prix des produits laitiers en 2007 et de l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande, de nombreux pays qui avaient jusque-là soutenu le marché à travers des subventions et des achats d'intervention ont estimé que cette politique de

³ Ces pays sont: Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine), Taiwan (Province de Chine), le Japon, les États-Unis, Singapour et les pays membres de l'Union européenne.

soutien ne se justifiait plus. De leur côté, des pays dépendant de leurs importations de produits laitiers ont décidé de soutenir leurs producteurs afin d'encourager la production intérieure.

28. Le Viet Nam, la Chine, la Fédération de Russie, la Roumanie, le Brésil, le Rwanda, l'Union européenne, les Philippines et l'Ouganda ont été parmi les principaux pays à mettre en œuvre une politique de soutien à la production laitière. Le **Viet Nam** a démarré début 2007 un programme pour un montant de 2,195 milliards de dông (VND) destiné à porter la production laitière à 10 kg par habitant d'ici 2010, et 20 kg par habitant d'ici 2020.

29. De même la **Fédération de Russie** a continué de soutenir le secteur laitier en vue d'augmenter la production, essentiellement à travers la bonification des intérêts sur les avances de fonds de roulement destinées à permettre aux transformateurs laitiers de s'approvisionner en matière première à compter de 2008 et l'affectation de 5 milliards de roubles de crédits budgétaires au développement de l'élevage laitier. Des mesures de régulation du marché laitier ont été introduites.

30. Dans le cadre d'une politique générale d'intensification des aides aux agriculteurs adoptée au printemps 2007, le gouvernement de la **Chine** a réservé 15 pour cent environ d'un programme de soutien global d'un montant de 8,3 milliards de yuan aux achats de cheptel laitier et à la formation. Les agriculteurs ont également reçu des aides directes pour l'achat de matériel agricole et de machines à traire, et la souscription d'assurances. Après l'alerte à la mélamine en septembre 2008, le gouvernement a accordé des subventions à but de couverture aux agriculteurs des zones affectées, pour soutenir le revenu des producteurs. Le scandale est intervenu quelques mois à peine après que la *Commission nationale de développement et de réforme* ait adopté la première déclaration de politique générale jamais élaborée pour l'industrie laitière en Chine, en couvrant tous les aspects et éléments de la chaîne de valeur, depuis le soutien aux producteurs jusqu'à l'établissement de règles opérationnelles à l'intention des transformateurs laitiers et en insistant sur la qualité et l'efficacité.

31. Le gouvernement du **Brésil**, dans son projet de budget 2008, a réservé 3 milliards d'USD de crédits d'investissement à la filière laitière, sur un total de 30,5 milliards d'USD d'aide au secteur agricole dans son ensemble.

32. Le Rwanda, les Philippines et la Jamaïque sont quelques-uns des pays qui ont apporté un soutien spécial au secteur laitier à travers des programmes spécifiques. Le **Rwanda** a procédé à la distribution de vaches laitières aux paysans pauvres. Le gouvernement des **Philippines**, en collaboration avec l'industrie, a investi dans la production laitière et les installations de transformation dans des zones données pour appuyer des programmes locaux de développement durable. Le gouvernement de la **Jamaïque** a affecté 140 millions de dollars jamaïcains à l'aide aux éleveurs, pour qu'ils puissent acquérir du bétail et valoriser leurs pâturages, en donnant la priorité aux groupements de petits producteurs dont la production alimente une même unité de transformation.

33. Aux États-Unis, fin 2008, alors que les prix des produits laitiers avaient amorcé leur chute, *Cooperatives Working Together (CWT)*⁴ a mis en place un nouveau dispositif de réduction du cheptel en vue de réduire la production et d'enrayer la baisse des cours.

B. SOUTIEN DU MARCHÉ

34. Les politiques relevant de cette catégorie ont connu les mêmes évolutions, destinées pour l'essentiel à pallier les conséquences de la hausse des prix. Dans les pays où les prix à la production sont contrôlés, les prix des achats publics ont été relevés pour faire face à la hausse des prix des aliments pour bétail, des carburants et des engrais. Au **Canada**, par exemple, où les prix

⁴ CWT est un programme national multidimensionnel, volontaire, financé par les producteurs, établi par la *National Milk Producers Federation* pour raffermir et stabiliser les prix du lait en équilibrant l'offre et la demande.

intérieurs étaient déjà supérieurs aux cours internationaux, les prix de soutien du lait en poudre écrémé et du beurre ont été relevés de 1 pour cent début 2008.

35. En **Israël**, l'*Office du lait* a relevé les prix du lait de 85 pour cent à l'été 2007 pour chaque litre produit hors quotas, et de 70 pour cent en hiver. En **Thaïlande**, le *Département du commerce intérieur* qui encadre strictement les prix du lait a relevé les prix à la production pour relancer la production intérieure. En 2007, le gouvernement du **Mexique** a décidé de verser aux producteurs laitiers une prime supplémentaire de 0,50 peso par litre de lait, en plus du paiement de 4 pesos qu'ils reçoivent au titre du programme LICONSA⁵. Le versement d'une prime de 0,30 peso en plus du paiement LINCONSA de 4,70 pesos a été maintenu en 2008. En **Serbie**, le gouvernement a accordé des primes de 2,1 à 3 dinars au lait de vache, de brebis et de chèvre. L'**Algérie** a continué de subventionner le prix à la production du lait.

36. En 2007 toutefois, les **États-Unis** n'ont pas augmenté le prix de soutien du lait, qui est resté constant à 9,90 USD/100 livres, bien que le programme de paiements directs aux producteurs laitiers (Milk Income Loss Contract - MILC) ait été renouvelé avec une baisse des paiements étalée sur les cinq années suivantes. Le prix d'objectif est ajusté selon une formule qui tient compte en particulier de la hausse des aliments pour bétail ainsi qu'en fonction des achats nets effectués au cours des 12 mois précédents. Aucun paiement au titre de ce programme n'a été effectué en 2008. En outre, en 2008, le programme de soutien des prix des produits laitiers a été révisé en vue de fixer des prix spécifiques de soutien pour le beurre, le fromage et le lait écrémé en poudre, plutôt que pour le lait. Fin 2008, dans un contexte de chute des prix, l'USDA a effectué ses premiers achats de lait allégé au titre du régime de soutien des prix depuis 2006, en relevant le niveau prévu des stocks d'intervention à 22 700 tonnes à la fin de l'année.

37. L'**Union européenne** a continué d'abaisser les prix d'intervention sur les produits laitiers. Le prix d'intervention du beurre a été réduit au terme d'un plan de réduction étalé sur quatre ans, dont l'objectif était une baisse de 25 pour cent. Les pénalités de dépassement (super-prélèvements) ont été réduites mais n'ont pas été prélevées en raison de l'excédent de la demande sur les marchés. En outre, la Commission européenne a simplifié les règles régissant les achats d'intervention de beurre et de lait écrémé en poudre et supprimé les licences d'importation ainsi que certaines aides au stockage privé. Fin 2008, la Commission a annoncé que l'aide au stockage privé du beurre débiterait deux mois plus tôt que la date prévue, fixée au 1^{er} janvier, pour contrer le recul des prix. Toutefois, en novembre 2008, un accord politique est intervenu sur le « Bilan de santé » de la politique agricole commune (voir encadré).

38. Des changements ont été apportés à d'autres types de politiques également: la **Pologne** a supprimé les aides à l'exportation pour le beurre et le fromage pour garantir l'approvisionnement de son marché intérieur. La **Norvège** a réduit de 150 millions de couronnes la taxe sur la production laitière afin de soutenir le revenu des producteurs et d'encourager une hausse de la production en relevant de 10 pour cent les quotas de production entre octobre 2008 et février 2009, et d'encore 1 pour cent à partir de mars 2009. La **Fédération de Russie** a subventionné les primes d'assurance des producteurs laitiers inscrits.

C. POLITIQUES DE CONSOMMATION ET DE COMMERCIALISATION

39. Au **Canada**, le gouvernement a modifié les normes sur la composition du fromage pour limiter l'utilisation de protéines de lait importé et encourager l'utilisation de lait produit au Canada. En outre, la réglementation comporte un volet application/conformité sous la forme d'une licence d'importation de fromage visant à s'assurer que les importations satisfont aux normes canadiennes, ce qui reste pourtant difficile à mesurer. Dans la province du Québec, le gouvernement fédéral a fourni une aide de 8,4 millions de dollars canadiens aux producteurs de

⁵ Programme d'aide alimentaire mexicain, qui prévoit la distribution de lait liquide et en poudre subventionné aux familles à bas revenus.

fromages pour les aider à faire face aux coûts résultant des nouvelles mesures de sécurité sanitaire adoptées après une épidémie de listériose dans le fromage.

40. Aux **Philippines**, l'interdiction de la publicité sur le lait en poudre pour nourrissons a été levée. Au **Brésil**, le gouvernement a commencé à appliquer les obligations en matière d'étiquetage du lait contenues dans la Loi 11.265, adoptée en 2002.

41. En 2008, des changements ont été apportés aux programmes de distribution de lait dans les écoles dans certains pays. Le programme de **l'Union européenne** a été élargi pour inclure les mélanges lait et fruits ou jus de fruits ainsi que les produits à base de lait fermenté simple. En **Slovaquie**, le programme de distribution scolaire a été étendu avec le soutien de la Commission européenne. En **République tchèque**, le gouvernement a supprimé sa contribution au programme de distribution de lait, contribution qui représentait près de 75 pour cent du coût total du programme en 2007.

42. Aux **États-Unis**, le programme d'aide alimentaire qui vise les femmes enceintes et allaitantes à bas revenus et les enfants a été révisé: les crédits alloués à l'achat de produits laitiers et autres ont été réduits au profit des fruits, légumes, riz, haricots et beurre de cacahuète. La baisse des achats annuels de lait et de fromage est estimée à plus de 400 millions d'USD.

D. POLITIQUES COMMERCIALES INTERNATIONALES

43. Les politiques commerciales mises en oeuvre durant la période visée ont été pour la plupart dictées par les fluctuations exceptionnelles de prix enregistrées. Les restrictions à l'exportation ont été renforcées et les restrictions à l'importation assouplies pour contenir la hausse des prix sur les marchés intérieurs.

Mesures à l'importation

44. Des accords /arrangements bilatéraux ont aussi favorisé la réduction des droits d'importation, l'**Égypte** les ayant, pour sa part, largement éliminés pour les produits laitiers en provenance de l'Union européenne, en raison principalement de l'accord d'association conclu avec l'UE. Vers la fin de l'année, le gouvernement égyptien a aussi supprimé les droits d'importation sur le lait en poudre néo-zélandais et abaissé les droits sur le beurre et le fromage, en les ramenant de 5 à 2 pour cent. Les négociations entre l'Union européenne et la **Suisse** entamées en novembre visent à libéraliser les échanges dans le domaine des produits agricoles, et plus particulièrement des produits laitiers qui bénéficient du niveau de protection le plus élevé en Suisse.

45. La **Chine** est convenue avec la Nouvelle-Zélande d'éliminer progressivement les droits d'importation de lait en poudre sur une période de transition de 11 ans. Les droits sur le lait en poudre écrémé et entier doivent être ramenés de 10 pour cent à 9,2 d'ici la fin 2008, à 5 pour cent d'ici 2013 et totalement éliminés d'ici 2019, avec un abaissement progressif et la suppression finale des droits sur d'autres produits laitiers d'ici 2017. L'**Australie** a engagé des négociations avec le Chili sur un traité de libre-échange destiné à libéraliser le commerce des produits laitiers entre les deux pays au cours des six prochaines années. **Taiwan, Province de Chine**, a réduit de moitié les droits sur les importations de lait en poudre en provenance de Nouvelle-Zélande, en abaissant les droits pour le lait en poudre écrémé et le lait en poudre entier à 5 pour cent, pour le lait en poudre pour nourrissons à 2,5 pour cent et pour les autres produits à 6 pour cent.

46. Des mesures ont été introduites à titre temporaire pour faire face à la flambée des prix. En 2007, la **Serbie** a ramené les droits d'importation pour le lait en poudre de 20 à 5 pour cent, et pour le beurre de 30 à 10 pour cent. Le **Viet Nam** a abaissé les droits sur les importations de lait condensé et de produits à base de crème, qui sont passés respectivement de 30 à 10 pour cent et de 15 à 5 pour cent; les droits sur le babeurre et le yoghourt ont été réduits de 30 à 15 pour cent, et sur le lait frais de 40 à 20 pour cent. Ces droits ont à nouveau fait l'objet de réductions par la suite. La **Fédération de Russie** a abaissé les droits sur les importations de lait et de produits

laitiers de 15 à 5 pour cent, et appliqué un droit unique faible sur les importations de fromages chers, avant de les suspendre en 2008 parce qu'ils ne semblaient pas de nature à enrayer la hausse des prix. Le **Kenya**, la **Tanzanie** et l'**Ouganda** ont supprimé les droits sur les importations de lait transformé. **Fidji** a réduit les droits sur les produits laitiers. Le **Chili** a supprimé les droits de 23 pour cent sur les importations de lait liquide et en poudre et les fromages de type gouda d'origine argentine. **Taiwan** a réduit de moitié les droits d'importation sur 10 produits à base de lait en poudre pour une période de six mois, du 16 mai au 15 novembre 2008.

47. Parmi les politiques mises en oeuvre, certaines répondaient aussi à d'autres objectifs. Le *Programa de Fomento Ganadero* mis en place par le Venezuela a renforcé les contrôles sur les importations de produits laitiers dans le but d'aider au développement du secteur. La **Namibie** a introduit un programme *Infant Industry Protection* qui vise plusieurs produits laitiers dont le lait UHT, le fromage et le yoghourt. Le **Pakistan** a relevé de 20 à 40 pour cent les droits sur les importations de lait en poudre en provenance de pays européens.

48. Enfin, la mesure à l'importation la plus largement appliquée, même si elle ne l'a été que de façon temporaire, a été l'interdiction décrétée par plus de 70 pays pour les produits contenant du lait en provenance de Chine, en raison de la contamination à la mélamine.

Mesures à l'exportation

49. Les pays exportateurs de produits laitiers, inquiets de l'impact de la hausse des prix sur leur marché intérieur, ont également pris des mesures pour endiguer le flux des exportations, principalement sous la forme d'interdictions d'exportation, d'un relèvement des taxes ou encore d'une réduction ou d'une suppression des aides.

50. Le **Viet Nam** a interdit les exportations de lait en poudre début 2007 au vu de la flambée des prix internationaux des produits laitiers, dans le but de contenir les hausses de prix sur le marché intérieur. Cependant, cette interdiction a aussi affecté la production intérieure de lait en poudre, qui a chuté de près de 40 pour cent en 2008.

51. L'**Union européenne** a supprimé les aides à l'exportation pour les produits laitiers lorsque les prix internationaux se sont envolés au-dessus des niveaux d'intervention, et que les stocks d'intervention ont quasiment totalement fondu. Toutefois, avec l'effondrement des cours, les subventions ont repris en janvier 2009, mettant ainsi fin à la période la plus longue d'absence de subventions à l'exportation depuis des décennies. En **Inde**, le gouvernement a supprimé les incitations accordées au titre de divers programmes pour les exportations de lait écrémé et autres produits laitiers lorsque les prix ont augmenté, et imposé une interdiction d'une durée de huit mois sur les exportations de lait en poudre en 2007.

52. D'autres types de mesures à l'exportation ont également été adoptés. L'**Argentine** a imposé un plafonnement du prix des exportations de lait sec en 2007, avec l'accord du secteur privé, la différence entre le prix plafonné et le prix effectif servant à alimenter un fonds destiné à stabiliser les prix intérieurs. Le **Kenya** a rendu obligatoire l'inscription des agriculteurs auprès du *Kenya Dairy Board* avant avril 2007, pour les autoriser à exporter leur production.

53. Aux **États-Unis**, les stocks publics de produits laitiers détenus par la *Commodity Credit Corporation* sont restés au niveau zéro durant toute la période. Les incitations à l'exportation à des prix compétitifs ont été telles que les États-Unis sont devenus le premier exportateur mondial de lait en poudre écrémé, pour la première fois.

Le « bilan de santé » de la Politique agricole commune

En novembre 2008, les ministres de l'agriculture de l'Union européenne sont parvenus à un accord politique sur le bilan de santé de la Politique agricole commune (PAC). Le bilan de santé a pour objet de moderniser, de simplifier et de rationaliser la PAC et d'alléger les contraintes qui pèsent sur les agriculteurs, afin de les aider à mieux répondre aux signaux du marché et à relever de nouveaux défis. L'accord prévoit la suppression des jachères obligatoires, l'augmentation progressive des quotas laitiers avant leur disparition d'ici 2015, et la transformation des interventions sur le marché en un véritable filet de sécurité. Les ministres ont également décidé d'augmenter la modulation, mécanisme qui consiste à réduire les paiements directs en faveur des agriculteurs pour affecter les fonds correspondants au Fonds du développement rural, afin de mieux répondre à des défis comme le changement climatique, la nécessité d'une meilleure gestion de l'eau, la protection de la biodiversité et la production d'énergie verte. Les producteurs laitiers installés dans des régions sensibles bénéficieront d'un accompagnement pour les aider à s'adapter aux nouvelles conditions du marché.

Les mesures qui intéressent plus directement les secteurs de l'élevage et des produits laitiers sont les suivantes:

- La suppression des quotas laitiers, qui doivent avoir entièrement disparu d'ici avril 2015, implique une période de transition et le relèvement des quotas de 1 pour cent chaque année entre 2009 /2010 et 2013/2014 pour un « atterrissage en douceur ». Pour l'Italie, l'augmentation de 5 pour cent sera introduite dès la campagne 2009/2010. En 2009/2010 et 2010/2011, les agriculteurs qui dépasseront leurs quotas laitiers de plus de 6 pour cent devront s'acquitter d'un prélèvement de 50 pour cent supérieur à la pénalité normale.
- Les paiements couplés encore existants seront supprimés et intégrés dans le Régime de paiement unique (RPU), à l'exception des primes à la vache allaitante, aux ovins et aux caprins, que les États membres pourront maintenir couplées à leur niveau actuel.
- Les modalités d'utilisation des enveloppes budgétaires nationales actuellement affectées aux paiements directs en faveur de mesures environnementales ou d'actions visant à améliorer la qualité et la mise en marché des produits de certains secteurs spécifiques seront assouplies. Les fonds pourront servir à soutenir les producteurs de lait, de viande bovine, ovine et caprine et de riz dans les régions défavorisées ou les systèmes agricoles vulnérables. Ils pourront aussi servir à appuyer des mesures de gestion du risque telles que systèmes d'assurance contre les catastrophes naturelles et fonds mutuels pour les maladies animales.
- L'aide aux agriculteurs subordonnée au respect de normes en matière d'environnement, de bien-être animal et de sécurité sanitaire des aliments sera simplifiée: les normes jugées non adaptées ou ne relevant pas de la responsabilité de l'agriculteur seront supprimées, et de nouvelles exigences seront introduites pour préserver les avantages environnementaux des jachères et améliorer la gestion de l'eau.
- L'intervention sera supprimée pour la viande de porc. Les achats à l'intervention seront maintenus pour le beurre et le lait écrémé en poudre, dans des limites fixées respectivement à 30 000 tonnes et 109 000 tonnes.

Source: http://ec.europa.eu/agriculture/healthcheck/index_en.htm

IV. RÉSUMÉ ET RECOMMANDATIONS (VIANDE SEULEMENT⁶)

54. Les évolutions décrites plus haut correspondent globalement aux différents articles contenus dans les Directives. Les cas de maladies animales et les mouvements singuliers enregistrés sur les marchés durant la période visée ont entraîné la mise en œuvre de politiques non conformes aux recommandations relatives à l'application des restrictions et autres mesures de caractère exceptionnel et temporaire. Ces politiques ont eu pour effet de déstabiliser l'économie de l'élevage et de la viande à l'extérieur. Il est certain que l'échange périodique et en temps utile d'informations sur les mesures nationales susceptibles d'affecter le commerce international, ainsi que des consultations sur les mesures correctives éventuelles en cas de difficulté particulière, contribueraient à éviter des conséquences économiques dommageables.

55. Bien que l'évolution des politiques de la viande durant la période 2007-2008 ait été dominée par des changements de politique commerciale, aucune problématique globale ne les sous-tend. Certes, les questions de santé animale ont continué d'occuper une place importante, mais leur impact économique a été moindre que durant la période 2006-2008. Les aides à l'exportation n'ont pas non plus pris une ampleur excessive face à la flambée des prix agricoles. Toutefois, la baisse des cours, si elle se poursuit, pourrait signifier l'arrêt d'une tendance positive, voire le retour à des politiques antérieures préoccupantes. En l'absence de progrès dans les négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha, il semble que les efforts portant sur la négociation d'accords bilatéraux s'intensifient, ce qui pourrait avoir un effet négatif de diversion sur les échanges.

56. Des progrès ont toutefois été enregistrés concernant l'application de certaines recommandations mises en avant dans les Directives:

- l'harmonisation des réglementations en matière de santé animale et de sécurité sanitaire des produits carnés, et l'amélioration des capacités à régler les questions transfrontières liées aux maladies animales;
- les améliorations apportées aux stades de la transformation et de la commercialisation des produits carnés pour faciliter les ajustements entre l'offre et la demande; et
- la mise en œuvre de politiques environnementales, en particulier celles visant la non-discrimination, la transparence, la nécessité et la légitimité; la promotion du développement et de l'adoption de technologies durables et respectueuses de l'environnement aux stades de la production et de la commercialisation des produits de l'élevage et de la viande.

57. À la lumière de ce qui précède, le Groupe pourra souhaiter:

- Continuer d'appuyer les activités de la FAO qui ont pour objet d'évaluer l'impact de politiques déstabilisatrices sur les marchés intérieurs et internationaux. Les mesures commerciales adoptées en réponse à la fois à des chocs des marchés et à des épizooties, ainsi que l'impact des nouveaux accords commerciaux régionaux, méritent d'être analysés.
- Recommander aux pays de ne pas modifier de façon arbitraire les système de protection et les tarifs douaniers en place en cas de chocs sur les marchés, et de s'assurer que les changements introduits sont conformes à leurs engagements internationaux.

⁶ Les changements des politiques laitières ne sont pas évalués dans le cadre des Directives dans la mesure où celles-ci visent uniquement l'élevage et la viande.

- Demander au Secrétariat de préparer un document de réflexion sur l'incorporation des politiques laitières dans les Directives pour le soumettre au Groupe à sa prochaine réunion.

58. Enfin, il convient de noter que le Secrétariat s'est appuyé sur des sources secondaires d'information sur les politiques et les changements de politiques dans les pays, au lieu d'envoyer aux États membres un questionnaire annuel sur leur politique. Une réflexion sur les moyens d'améliorer la collecte et la qualité des informations, ainsi que leur diffusion à l'ensemble des États membres, est jugée souhaitable.